

| COMMUNE | Date | Délibération | Nature | Folio n° |
|---|------------|--------------|---------|----------|
| DE FLERS | 04.12.2023 | 2023-540 | 4.1/4.2 | |
| REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE | | | | |

TD/JS

SEANCE N° 21 DU 04 DÉCEMBRE 2023
36 questions, numérotées de 2023-510 à 2023-545

DELIBERATION

**PERSONNEL COMMUNAL – PRESTATIONS D’ACTION SOCIALE
CONVENTIONNEMENT AVEC LE GROUPEMENT D’ENTRAIDE DES TERRITORIAUX
CONVENTION TRIENNALE 2024-2026**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

Conseillers : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

| Mandants | Mandataires | Questions |
|------------------|-----------------------|-------------------------|
| Thierry AUBIN | Jérémy PREVOST | (Ensemble de la séance) |
| Noël DJEZAIRI | Yves GOASDOUÉ | |
| Chantal MARCHAND | Yvette LERICHOMME | |
| Omar AYAD | Bruno ASSELOT | |
| Tâm NGUYEN | Jean-François BRISSET | |
| Sylvie DUFOUR | Stéphane BENIS | |

Absents : Inès CHATÉ (2023-510 à 2023-515), Emmanuelle BERGOT et François LEPRINCE (Ensemble de la séance).

| EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17 | Questions | Présents | Votants |
|--|---------------------|----------|---------|
| | 2023-510 à 2023-511 | 24 | 30 |
| | 2023-512 à 2023-515 | 24 | 29 |
| | 2023-516 à 2023-517 | 25 | 30 |
| | 2023-518 à 2023-520 | 25 | 31 |
| | 2023-521 | 25 | 30 |
| | 2023-522 à 2023-523 | 25 | 31 |
| | 2023-524 à 2023-525 | 25 | 30 |
| | 2023-526 à 2023-528 | 25 | 31 |
| | 2023-529 à 2023-531 | 25 | 30 |
| | 2023-532 à 2023-533 | 25 | 31 |
| | 2023-534 | 25 | 30 |
| | 2023-535 à 545 | 25 | 31 |

| Convocation effectuée le : | Séance ouverte à : | Secrétaire de séance | Clôture effectuée à : | Liste des délibérations affichée le : | Date de mise en ligne sur le site internet |
|----------------------------|--------------------|----------------------|-----------------------|---------------------------------------|--|
| 28.11.2023 | 18H45 | Yvette LERICHOMME | 21h20 | 05.12.2023 | 06.12.2023 |

R A P P O R T

présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

| VILLE DE FLERS | | N° | Date | Question | |
|--|--------|----|------------|------------|-----------------|
| POLE 4 Commission Gestion du personnel | | 20 | 22.11.2023 | 25 | |
| CONSEIL | Séance | 21 | 04.12.2023 | N° d'ordre | N° délibération |
| | | | | 31 | 2023-540 |

| | |
|-------|--|
| OBJET | PERSONNEL COMMUNAL – PRESTATIONS D’ACTION SOCIALE – CONVENTIONNEMENT AVEC LE GROUPEMENT D’ENTRAIDE DES TERRITORIAUX – CONVENTION TRIENNALE 2024-2026 |
|-------|--|

LC/EA/JS

Chers Collègues,

Les prestations d'action sociale au bénéfice des fonctionnaires sont régies par les articles L731-1 à L733-2 du code général de la fonction publique (CGFP). Et notamment l'article L731-3 qui précise que les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, dont bénéficient les agents publics sont distinctes de la rémunération définie aux articles L. 712-1 et L. 713-1 et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir.

L'article L731-1 du CGFP précise que « l'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ».

D'autre part, l'article L733-1 du CGFP, dispose : « L'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics y compris ceux mentionnés à l'article L. 5 peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents publics à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association. ».

Précisons qu'il est par contre prévu que les prestations à caractère familial, applicables à la fonction publique d'Etat et étendues, selon le principe de parité, au bénéfice des agents des collectivités territoriales, ne relèvent pas du domaine d'intervention de la convention à intervenir avec le Groupement dans la mesure où les collectivités en assurent elles-mêmes la gestion dans les conditions définies selon les modalités fixées par délibération de chaque assemblée.

Il résulte de ces dispositions trois principes, à savoir :

- Le caractère obligatoire de l'action sociale qui s'impose aux collectivités.
- La nécessité pour celles-ci d'inscrire au budget les crédits inhérents à la mise en place de l'action sociale
- La possibilité pour ces collectivités de choisir de confier la gestion de l'action sociale à différents organismes.

Depuis 1969, le Groupement d'Entraide des Territoriaux du Pays de Flers, dénommé actuellement groupement d'entraide des territoriaux (GET) est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle propose diverses prestations au bénéfice des agents en activité ou à la retraite de la Ville de Flers. Elle a, lors de la création de la Communauté de Villes, transformée depuis en Communauté d'Agglomération, étendu son champ d'action aux agents des collectivités et structures territoriales situées dans le périmètre géographique de la Communauté, auxquelles s'ajoute son propre établissement public, le Centre Communal d'action sociale (depuis devenue sans objet du fait de la radiation des effectifs du CCAS du seul agent concerné au 1^{er} mai 2018).

Les statuts du Groupement précisent qu'il a pour but l'aide et l'assistance à ses membres, notamment sous les formes suivantes :

- Aide à l'adhérent et à sa famille dans la mesure de ses ressources
- Aide aux enfants (la rentrée scolaire)
- Organisation de fêtes et manifestations à caractère familial
- Organisation de voyages pour ses adhérents

A compter du 1^{er} janvier 2008, il a été acté, par délibérations respectives de la Ville de Flers, de son CCAS et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, de confier à cette association, à titre exclusif, la gestion de l'action sociale que chaque collectivité entendait mettre en œuvre. Cette proposition s'était concrétisée au travers d'une convention multipartite, qui organisait les modalités de ce partenariat.

| COMMUNE DE FLERS | Date | Délibération | Nature | Folio n° |
|-------------------------|--|--------------|------------|----------|
| | 04.12.2023 | 2023-540 | 4.1 4.2 | |
| | REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE | | | |

En 2015, répondant aux nouvelles attentes de ses adhérents, l'association s'est engagée dans une démarche de consolidation de ses actions culturelles sportives et de loisirs en proposant des prestations diversifiées. La gestion d'une telle organisation nécessite un suivi administratif complexe qui incombait jusqu'à présent aux seuls bénévoles.

Ce concours institutionnel s'est trouvé traduit au travers d'une première convention triennale établie pour les années 2015-2017, renouvelée pour les années 2018-2020 et 2021 à 2023.

Il est proposé aujourd'hui de la reconduire pour les années 2024 à 2026 inclus.

Il a été négocié des évolutions de prestations, en raison notamment de l'inflation :

- Revalorisation des participations aux médailles d'honneur dite du travail (+ 30 €, sauf OR)
- Participation progressivement plus importante de l'employeur aux tickets restaurant (60 €/agent par trimestre 2024, 65 € en 2025, 70 € en 2026)
- Bon d'achat de fin d'année (remplace les tickets restaurants) à 55 € (+ 10 €)
- Participation départ à la retraite, part fixe portée à 200 € (+ 20 €).

Notons enfin que cette convention est conclue, comme la précédente, conjointement par toutes les collectivités appelées à confier la mission au Groupement, ce dernier ne pouvant traiter la question différemment d'une collectivité à une autre au regard de ses adhérents.

Après avis du Comité Social territorial,

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- | | |
|-----------------------|---|
| 1 - POURSUIVRE | le partenariat avec le Groupement d'Entraide des Territoriaux, association locale œuvrant au bénéfice du personnel, régie par la loi relative au contrat d'association, pour lui confier la gestion des prestations d'action sociale en direction des personnels de la collectivité ; |
| 2 - AUTORISER | Monsieur le Maire ou son représentant à signer avec le Groupement une nouvelle convention triennale présentée en annexe au titre des exercices 2024-2026 ; |
| 3 - AUTORISER | Monsieur le Maire ou son représentant à signer des éventuelles reconductions d'une durée égale, si aucun changement substantiel n'était opéré à ladite convention ; |
| 4 - PRENDRE | l'engagement d'inscrire au Budget les crédits nécessaires sur les exercices considérés. |

ADOpte A L'UNANIMITE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Yvette LERICHOMME

Yves GOASDOUE